

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 02 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS (Carrière)

RD65 lieu-dit Mulatier
31490 Lèguevin

Références : 0728_220802
Code AIOT : 0006808183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement EDILIANS (Carrière) implanté Lieu-dit Séguie du Nord 31350 BLAJAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de la déclaration de cessation partielle d'activité transmise par la société EDILIANS, reçue le 27 avril 2022, concernant sa carrière située sur la commune de Blajan.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS (Carrière)
- Lieu-dit Séguie du Nord 31350 BLAJAN
- Code AIOT : 0006808183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société EDILIANS est autorisée à exploiter cette carrière par arrêté préfectoral du 16 juin 2011, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2015, pour une durée de 30 ans. La commune de Blajan a sollicité la société EDILIANS pour la mise à disposition de deux parcelles dans le cadre d'un projet communal d'installation d'un méthaniseur.

Les deux parcelles concernées par la cessation d'activité partielle sont les suivantes sur la section C au lieu-dit Bout du Bois de Charlas : n° 55 et 56 pour partie. La surface totale rendue est de 7440 m². La société EDILIANS est propriétaire des terrains.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de la déclaration de cessation partielle d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 27/04/2022, article R.512-39-3-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection et les éléments fournis par l'exploitant dans son dossier de notification de cessation partielle d'activité ont permis de constater l'absence d'exploitation des parcelles concernées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/04/2022, article R.512-39-3-III
Thème(s) : Autre, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
Constats : La remise en état actuelle a été prescrite dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2011. Comme indiqué dans le dossier de cessation d'activité partielle, reçu le 27 avril 2022, l'inspection a constaté que les deux parcelles concernées par la cessation n'ont pas été exploitées et ne nécessitent donc pas d'être remises en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet